



Début du parcours législatif du projet de loi de programmation ce mardi



A La Réunion, falsifications comoriennes d'actes de naissance usurpant l'identité de Mahoraises

LE JOURNAL DE MAYOTTE

JDM N° 3131 - Édition du Mardi 13 Mai 2025



Caribus c'est parti !

édito
de Bim

Au (tali)ban de la société

On pourra penser ce qu'on veut des talibans, on ne pourra pas leur nier un certain don pour leur inventivité sociétale, ciment à prise rapide d'une cohésion nécessaire à toute société en pleine expansion. La dernière grande idée des humanistes afghans a été d'interdire la pratique du jeu d'échec. Si cette interdiction prive le peuple d'un jeu qui fait appel à leur intelligence, les dignitaires du régime auraient déclaré : « C'est un jeu de mécréants. Il fait appel au cerveau, organe que nous, talibans, avons cessé d'utiliser depuis bien longtemps. »

Effectivement, le darwinisme nous apprend que tout au long du développement, la Nature atrophie tout ce qui ne sert pas et, au contraire, développe tout ce qui est nécessaire. Le taliban, créature complexe de l'évolution, n'échappe pas à cette règle. Au 21ème siècle, nous avons pu observer que cette énigme du darwinisme avait développé une atrophie des bras, recourbés le long du corps, avec l'index droit pointé et crochu. Morphologie très adaptée pour saisir une kalachnikov et glisser le doigt le long de la gâchette.

Si le cerveau des talibans reste un organe peu utilisé, il produit néanmoins quelques effluves, à peine identifiables, que certains apparentent à un début de ce qui s'approche le plus d'une idée. Les fondamentalistes ont compris, qu'il fallait revenir aux fondamentaux. C'est-à-dire au début de l'humanité, période pendant laquelle les hommes préhistoriques se prenaient pour le fleuron de l'évolution. À cette époque, l'avenir appartenait plus à ceux qui tapaient fort qu'à ceux qui réfléchissaient. Les historiens estiment que cet état de choses a fortement retardé l'apparition des philosophes et du siècle des lumières.

Mais les lumières n'étaient pas pour autant complètement éteints. La nature ayant horreur du vide, elle a décidé que, ne pouvant encore créer la lumière, elle créera les illuminés. Les talibans sont, à ce jour, la forme connue la plus aboutie de cette branche des illuminés, qui a traversé les siècles pour atteindre le sommet biologique de son espèce.

Le problème avec cette nouvelle espèce qui se détache peu à peu de l'humanité, c'est la cohabitation. C'est une notion peu développée, voire inexistante, chez ces fondamentalistes résolument campés sur leur position dominante, au-dessus du peuple, et au-dessous de tout. Malgré tout, les enturbannés tolèrent le peuple, car comment être un bon tortionnaire quand on n'a personne à tortionner.

De plus, n'ayant pas encore pu trouver de solution autonome à leur succession, ils ont encore besoin d'un cheptel pour la reproduction. Acte nécessaire au renouvellement de l'espèce et à l'assouvissement des plus bas instincts. On ne le sait pas forcément, mais en plus d'être très délicat, le taliban est un être extrêmement instinctif. De l'assouvissement cet instinct naît ensuite le futur candidat, soit au talibanisme, soit à l'humanisme. La stupidité cruelle n'étant pas encore un gène, le libre-arbitre du nouvel arrivant peut encore s'exercer. Mais pour combien de temps ?

Pour les passionnés d'éthologie, il est possible d'observer des talibans en liberté dans les grandes plaines et montagnes afghanes. Ils se promènent la plupart du temps dans de vieux pick-up, le plus beau spécimen étant exhibé dans la benne, le long d'une mitrailleuse à laquelle il s'accroche, tel un étron le long d'une cuvette en céramique.

Combien de temps la Nature nous offrira-t-elle encore le spectacle de cette espèce dont tout le monde se demande pourquoi elle n'est toujours pas en voie d'extinction.



“Les talibans n'ont pas lu le Coran, car en Islam, c'est un droit pour chaque fille et chaque garçon d'avoir accès à l'éducation.”

Malala Yousafzai



Économie : Caribus : Passamaïnty – Mamoudzou en à peine 10 minutes !



Ambdilwahedou Soumaïla a inauguré le trajet reliant Passamaïnty à Mamoudzou lundi matin

Depuis ce lundi 12 mai, et après 3 ans de travaux, les voies de bus aménagées de la phase 1 du projet Caribus ont été ouvertes à la circulation pour les navettes Cadema. Comptez un peu moins de 10 minutes pour aller du Pôle d'échange multimodal (PEM) de Passamaïnty jusqu'au Baobab à Mamoudzou.

C'était un aménagement très attendu par les Mahorais et surtout par les habitants de l'agglomération de Mamoudzou pour éviter les embouteillages monstres et quotidiens autour de la ville. C'est désormais officiel, des voies de circulation entièrement réservées aux bus et aux véhicules de secours sont ouvertes pour se rendre à Mamoudzou depuis Passamaïnty. Maintenant il est possible de faire Dembéli-Mamoudzou (Baobab) en un peu moins d'une heure, chrono en main, grâce aux navettes de la ligne 2 de la Cadema. En effet, comptez 45 minutes environ pour aller de Dembéli à Passamaïnty (Pôle d'échange multimodal), et

seulement 10 petites minutes pour se rendre à Mamoudzou depuis Passamaïnty.

« C'est un énorme gain de temps pour les gens, avec de la sérénité en plus, et moins de pollution en termes d'émission de gaz à effet de serre, donc une bonne transition à la fois écologique et énergétique », se félicite le maire de Mamoudzou et 1^{er} Vice-président de la Cadema, Ambdilwahedou Soumaïla. « Notre obsession, notamment à travers le projet Caribus, est de faciliter l'accès et l'entrée dans le centre-ville de Mamoudzou pour l'ensemble de la population », ajoute-t-il lors du trajet d'inauguration présenté à la presse ce lundi matin.

Faciliter les déplacements pour accéder à la commune chef-lieu

Pour rappel, la pose de la première pierre du réseau Caribus s'est faite en février 2022, au niveau de Passamaïnty justement. En 2023, fut mis en place les premières navettes gratuites de la Cadema. Et ce lundi 12 mai 2025, la phase 1 du projet

Caribus, d'un coût de 80 millions d'euros, reliant Passamaïnty au centre commercial Baobab est enfin terminée et ce malgré le passage de Chido. Sept arrêts de bus sillonnent ainsi les quelques 3km du parcours (Doujani-école, mairie annexe au niveau de la DEAL, un autre à la halle de pêche et le dernier au niveau du complexe sportif de Baobab).

Aussi, afin d'inciter les automobilistes souhaitant se rendre à Mamoudzou, un parking de 250 places au niveau du Pôle d'échange multimodal à Passamaïnty a été aménagé et des navettes Cadema venant de Dembéli ainsi que des taxis de 9 places venant de Vahibé sont proposés gratuitement, pour l'instant, aux usagers. Pour gagner du temps les bus sont équipés de capteurs permettant aux feux tricolores de passer au vert en l'espace de 5 secondes. « A terme, les bus seront équipés de systèmes embarqués qui leur permettront d'être détectés de loin et de ne plus s'arrêter aux feux. On peut imaginer gagner encore un peu de temps », indique Matthieu Duru, chef de projet chez Narendre, mandataire pour la maîtrise d'ouvrage du projet Caribus.

Outre le fait de proposer un gain de temps certains, les travaux ont également permis de réhabiliter l'ensemble des réseaux (eau potable, eaux usées, trottoirs, télécommunications...). Car c'est aussi ça le projet Caribus : remettre tout aux normes et créer de nouvelles infrastructures pour faciliter la vie de la population.

Le début des travaux de la phase 2 d'ici quelques semaines

D'ici le mois de septembre, l'exploitation de ce premier tronçon devrait être complète avec une hausse des fréquences de passage

des bus environ toutes les 15 ou 20 minutes, alors qu'actuellement c'est davantage autour des 30 minutes. « Les fréquences seront adaptées en fonction des besoins des usagers, explique Fabien Trifol, directeur Aménagement et Environnement à la Cadema. Il y en aura sans doute plus aux heures de pointe et un peu moins durant les heures creuses », poursuit-il.

La phase 1 terminée (il ne reste plus que quelques finitions...), les travaux de la phase 2 côté Sud reliant le Baobab à la pointe Mahabou devraient commencer dans les prochaines semaines. Ainsi du Babobab jusqu'au niveau de la rue du commerce il n'y aura pas d'aménagement. En revanche juste après la rue du commerce, une voie réservée aux bus sera insérée au milieu de la route. « Entre les deux voies existantes nous allons faire des travaux d'élargissement de la chaussée mais tout en préservant au maximum la nature et l'environnement. Les travaux devraient durer un peu moins d'un an », assure Matthieu Duru.

A noter que sur l'ensemble du trajet Caribus des trottoirs de 4 mètres de large seront aménagés pour les piétons et les cyclistes afin qu'ils puissent circuler également.



Le pôle d'échange multimodal (PEM) de Passamaïnty

Viendront ensuite, en septembre 2026, les travaux de la phase 2, mais côté Nord, avec l'aménagement de la route allant jusqu'aux Hauts Vallons. Là aussi, des trottoirs de 4 mètres seront aménagés et les différents réseaux seront redimensionnés et réhabilités.

5 millions de passagers transportés par an à l'horizon 2030

Comme nous l'a expliqué Fabien

Trifol, les infrastructures de Caribus ont été dimensionnées pour transporter 10 millions de passagers par an, mais selon toute vraisemblance « on sera plutôt sur une perspective de 5 millions de passagers transportés par an d'ici 2030, date de la fin des travaux de Caribus ». La troisième et dernière phase des travaux, qui vise à aménager le front de mer de Mamoudzou, s'étendra de la pointe Mahabou jusqu'au quai de l'amphidrome. « C'est la partie la plus sensible... 4 projets sont notamment prévus, ceux du Département, de la Ville de Mamoudzou, la zone de plaisance de la CCI, et enfin le projet de la Cadema. Nous devons justement tous nous réunir dans les prochains jours afin de coordonner les différents projets ».

Enfin, concernant le coût d'exploitation de réseau Caribus, il devrait s'élever à environ 14 millions d'euros par an (10 millions pour le fonctionnement et 4 millions pour la sécurité). Selon Fabien Trifol, ce coût sera financé par le « versement mobilité » que chaque entreprise de plus de 11 salariés paie. « Cela représente 12 à 14 millions d'euros par an donc ce sera bon ».

B.J.



Fabien Trifol, directeur Aménagement et Environnement à la Cadema

Politique : Début du parcours législatif du projet de loi de programmation ce mardi



Nul doute que le sénateur Saïd Omar Oili profitera des débats en commission et en séance pour obtenir des réponses sur la budgétisation des investissements

Le texte contient à la fois les investissements indispensables à Mayotte dans son article 1, et les évolutions demandées par la population sur le droit des étrangers, l'habitat insalubre, l'attractivité des fonctionnaires, etc. Si l'ambition du projet de loi de Programmation pour la refondation de Mayotte ne fait aucun doute, le Gouvernement devra rassurer sur son financement.

La commission des affaires économiques du Sénat a désigné le 9 avril Micheline Jacques, sénatrice LR de Saint-Barthélemy et présidente de la délégation aux Outre-mer, rapporteure pour avis sur le projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte. C'est une grande connaissance des inégalités ultramarines, qui a constamment défendu Mayotte dans ses auditions au sein de la Délégation aux Outre-mer. Elle présentera en soirée, ce mardi 13 mai en commission, son rapport sur le projet de loi de programmation pour la refondation

de Mayotte. A cette occasion, le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, sera auditionné.

La commission des lois a désigné de son côté la sénatrice LR Agnès Canayer et le sénateur centriste Olivier Bitz, rapporteurs des projets de lois de programmation et organique.

Comme nous l'avions expliqué, le projet de loi organique coordonne les différentes évolutions relatives à l'exercice des conseillers départementaux, dont les deux axes majeurs sont le passage au statut de « Département-Région » avec un doublément du nombre d'élus qui passent à 52, et le mode de scrutin à la proportionnelle.

Reprogrammation de sommes déjà budgétisées ?

Quant au projet de loi de Programmation sur la refondation de Mayotte (PLPRM) tel qu'approuvé en conseil des ministres, il contient 34 articles. Le premier est

fondamental et sera très discuté puisqu'il rassemble à lui tout seul les engagements de programmation de la part de l'Etat, « *il permet d'y insérer des éléments de programmation financière, ce qui n'est théoriquement possible que dans le projet de loi de finances* », avait mentionné Jason Graindepice, conseiller spécial du ministre Manuel Valls. Justement, le flou autour de sa budgétisation a été soulevé par le Haut Conseil des Finances publiques (HCFP) dont nous avons repris l'avis, puisqu'on y retrouve des investissements déjà programmés au contrat de projet et donc budgétisés dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2023-2027. Ce qui équivaldrait selon le HCFP à reprogrammer 500 millions d'euros par an, pas de quoi grever les finances publiques selon l'institution, surtout sur des projets déjà budgétisés...

Le sénateur Saïd Omar Oili appelle à chiffrer exactement le coût de la reconstruction de Mayotte, « 3,2 milliards ou le double ? », interroge-t-il en substance. Cette évaluation a été menée par une mission interministérielle dont il réclame toujours le rapport.

Durcissement des conditions de séjour

Le Conseil d'Etat avait émis son avis sur un projet de loi contenant plusieurs mesures de lutte contre l'immigration clandestine et l'habitat illégal, et n'y voit « *aucun obstacle constitutionnel ou conventionnel* ». Il s'agit d'allonger les délais d'obtention de la carte de résident à cinq ans, contre trois ans aujourd'hui, et de délivrance de la carte de séjour, après sept ans de résidence habituelle à Mayotte, ou de durcir les peines d'amende en cas de reconnaissances frauduleuses de paternité.

Également dans le projet de loi,

le classement de l'ensemble du territoire en Quartier prioritaire Politique de la Ville, la mise en place d'une Zone Franche Globale, l'achat de terrain par DUP déjà effective en France, sera renforcée pour les infrastructures jugées essentielles et dûment listées, des mesures de revalorisation des salaires des fonctionnaires sont programmées pour rendre les postes attractifs sur place.

Après ces échanges en commission, les discussions en séance publique du Sénat sont programmées les 19, 20, 21, 22, 23 et 27 mai 2025.

A.P-L.



Quand il n'est pas fermé par les collectifs, le service des étrangers de la préfecture est saturé

ÉDUCATION : PALMARÈS DE L'ÉDITION 2025 DU CONCOURS MÉDIATIKS

Organisé par le CLEMI (Centre pour l'Éducation aux Médias et à l'Information), ce concours national valorise les productions médiatiques réalisées par les élèves dans les établissements scolaires, de l'école primaire au lycée. Ces réalisations mettent en lumière la diversité des formats explorés par les élèves et la richesse des sujets abordés.

Les lauréats de cette édition :

- Journal imprimé ou en ligne : Collège de Tsingoni-MAHABARI et LPO Cité du Nord- Habari za Lycée
- Radio / Podcast : LPO de Dembeni- Radio 101
- Reportage photo : Lycée Polyvalent de Petite Terre - « Le cyclone Chido dévaste Mayotte »
- Vidéo / WebTV : Collège de Tsingoni - Tsingoni la 1ère et l'École élémentaire de Dembeni - TV info



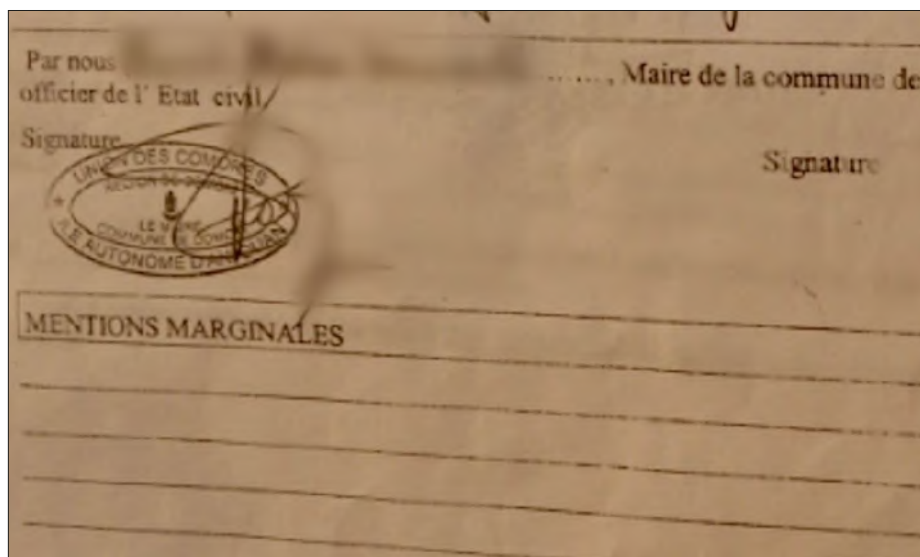
Consultez nos pages d'annonces légales en ligne

Publier votre annonce légale

CLIQUEZ-ICI !



Société : A La Réunion, falsifications comoriennes d'actes de naissance usurpant l'identité de Mahoraises



De possibles complicités au sein du gouvernement, selon nos confrères (Image d'illustration JDM)

C'est le site réunionnais Clicanoo qui révèle les faits : des millions d'euros d'aides sociales seraient détournés à La Réunion par des comoriens trafiquant des actes de naissances. Permettant ainsi l'accès futur à la nationalité française pour leurs enfants.

En mars dernier, les services de la préfecture de La Réunion informaient d'une falsification de 5 documents : "L'intéressée était titulaire d'une carte de séjour pluriannuelle délivrée par la préfecture de Mayotte. Le père putatif de l'enfant a reconnu neuf autres enfants de huit femmes différentes en six ans. Ce PACS aurait été conclu dans le seul but de permettre à Mme de se rendre à La Réunion sans avoir à solliciter l'autorisation spéciale prévue par l'article L.441-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile."

Le procureur de l'île Bourbon aurait été saisi, sans suite pour l'instant, on connaît les difficultés dans ce type de dossier, les reconnaissances d'enfants n'étant pas interdites par

la loi, il faut prouver qu'elles l'ont été dans un objectif frauduleux et/ou avec contreparties.

Mais, [relayé par le site Clicanoo](#), le témoignage d'une policière renforce les soupçons d'une vaste organisation puisque la déléguée nationale du syndicat Unité SGP Police-Force Ouvrière aurait exposé sur les réseaux sociaux une copie d'acte de naissance décernée par la préfecture de Mutsamudu, à Anjouan, et supposée falsifiée. Des ressortissants comoriens emprunteraient l'identité de mahoraises à leur insu pour remplacer le nom de la maman comorienne, et ainsi garantir la nationalité française aux enfants plus tard.

Droits du sang et du sol mêlés

Pour rappel, [le Conseil constitutionnel vient de le valider](#) : un enfant de parents étrangers ne peut désormais accéder à la nationalité qu'à condition que ses deux parents soient en situation régulière 12 mois avant sa naissance sur le territoire, en dehors des

familles monoparentales, où un seul parent est concerné. Il suffit de modifier l'identité d'un ou des deux parents selon le cas, par celui d'un mahorais ou d'une mahoraise pour que la condition soit remplie. "On a donc une multitude de Comoriens qui vont pouvoir demander la nationalité française au nom du droit du sang", constate la policière.

Selon la Brigade Mobile de Recherche de La Réunion, il y aurait plusieurs filières de falsification, « C'est un vaste réseau générant des millions d'euros de fraudes aux prestations sociales. Selon les enquêteurs de la BMR, toujours par la voix d'Aude Robert, expliquent qu'il y a des "agents corrompus" au sein du gouvernement comorien », qui ne coopérerait pas selon elle, dans le démantèlement des filières.

La préfecture de La Réunion indique que lorsque la fraude est « avérée », une Obligation de Quitter le Territoire (OQTF) est prononcée.

A.P-L.

Le Journal de Mayotte
<https://lejournaldemayotte.yt>

Edité par la SARL BARA au capital de 400 euros

CPPAP : 0126 Y 92314
I.S.S.N. : 2416-9714

Rédactrice en chef : Anne Perzo-Lafond
Directeur de publication : Bruno Mattéi

Contact commercial :
+33.7.85.05.96.59
pub@lejournaldemayotte.com

Économie : Un point sur les fonds européens pour lancer le « joli mois de l'Europe » au Conseil départemental



français à Mayotte peut prétendre à ces fonds », insiste Zamimou Ahamadi, vice-présidente chargée des Finances, des Affaires européennes et du Numérique au Conseil départemental. « En général on a de plus en plus de porteurs de projets », se réjouit Aina Salim, directrice des Affaires européennes au Conseil départemental, « mais maintenant il faut qu'ils aillent chercher leurs financements sur tous les fonds européens existants et pas seulement sur les fonds de l'Etat, c'est pour cela que c'est important d'en parler ».

Six orientations prioritaires pour les années à venir

Chaque année l'Europe est à l'honneur tout au long du mois de mai. Ce lundi, le Conseil départemental a lancé les festivités en présentant les différents fonds européens existants sur le territoire. Comme tous les départements français, Mayotte peut bénéficier de centaines de millions d'euros pour développer des projets d'avenir, mais encore faut-il que les potentiels bénéficiaires connaissent et maîtrisent les démarches pour y accéder.

FEDER, FSE+, FEADER, FEAMP ou bien encore INTERREG, pour aider les porteurs de projets à se retrouver à travers les différents fonds européens et à entreprendre les démarches nécessaires pour y bénéficier, le Conseil départemental et le GIP « l'Europe à Mayotte » ont, ce lundi 12 mai, présenté les différents dispositifs à l'occasion de la journée inaugurale du « joli mois de l'Europe ».

Sur la période 2021-2027 ces fonds s'élèvent à plus de 600 millions d'euros, contre 450 millions entre 2014 et 2020, et ils concernent de nombreux domaines.

Le FEDER (Fonds européen de développement régional) a pour but de financer les projets qui favorisent la croissance économique, l'innovation, la transition écologique et la cohésion territoriale, le FSE+ (Fonds social européen) les projets orientée sur les questions de l'emploi, l'inclusion sociale, la formation et la lutte contre la pauvreté, le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) les projets d'agriculture durable et de transition écologique, le FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche) les projets de pêche durable et de protection des ressources marines, et enfin l'INTERREG les projets de coopération régionale. A cela s'ajoutent également les dispositifs Erasmus +, BESTLIFE 2030 et Horizon Europe.

A Mayotte, le GIP est l'autorité de gestion des fonds FEDER et FSE+ et le Conseil départemental est devenu récemment la nouvelle autorité de gestion de l'INTERREG. Ce sont eux qui réceptionnent, examinent, puis sélectionnent les projets à travers un comité de programmation. « On a tendance à penser que l'Europe c'est très loin alors que tout citoyen

Ces dernières années, l'extension de l'aéroport Marcel-Henry, l'hôpital de Petite-Terre, la modernisation du CHM, la construction du data-center, mais aussi les barges, le port de Longoni et de multiples autres projets ont bénéficié des financements des différents fonds européens.

Pour l'échéance 2021-2027 et donc pour les deux prochaines années, le Conseil départemental et le GIP ont fixé six priorités pour orienter les porteurs de projets : faire de Mayotte un territoire plus intelligent et innovant ; un territoire plus vert en gérant durablement la ressource en eau ; un territoire plus propre avec le développement des transports en commun ; un territoire des mobilités durables ; un territoire plus inclusif et finalement une enveloppe est entièrement dédiée aux projets de reconstruction après Chido.

Cécile Morelli, chargée de mission au sein du lycée agricole de Coconi, a réussi depuis 2017 à bénéficier de fonds européens pour créer des échanges avec les établissements agricoles professionnels de différents pays de la région afin d'accroître les mobilités des apprentis, mais aussi

Les Fonds Européens à Mayotte

Comment l'UE est-elle présente à Mayotte ?

L'Union européenne accompagne Mayotte pour rattraper les écarts de développement, renforcer les infrastructures, soutenir l'emploi et protéger l'environnement.

Les principaux fonds disponibles

- FEDER**
 - ✓ Infrastructures (routes, ports, bâtiments publique)
 - ✓ Soutien aux entreprises, numérique, innovation
 - ✓ Projets de transition écologique
- FSE+**
 - ✓ Insertion professionnelle, emploi des jeunes.
 - ✓ Formation, éducation, lutte contre La précarité
- FEADER**
 - ✓ Développement des territoires ruraux et d'un secteur agricole plus équilibré, plus respectueux du climat, plus résilient face au changement climatique, plus compétitif et plus innovant.
- FEAMP FEAMPA**
 - ✓ Soutien de la pêche côtière, des jeunes pêcheurs et l'aquaculture durable.
 - ✓ Atténuation et adaptation au changement climatique dans tous les domaines
- INTERREG Coopération territoriale Européenne**
 - ✓ Projet de coopération régionale de Mayotte et/ ou la Réunion avec Madagascar, le Mozambique et l'Union des Comores.

Renseignez vous auprès du GIP l'Europe à Mayotte pour les fonds FEDER, FSE+ <https://europe-a-mayotte.vt/>

De la DAAF pour le FEADER www.dAAF.mayotte.agriculture.gouv.fr/feader155.html

Du Département de Mayotte pour l'INTERREG Canal du Mozambique <https://interreg-canaldumozambique.com/>

UNION EUROPÉENNE DÉPARTEMENT DE MAYOTTE PRÉFET DE MAYOTTE GIP l'Europe à Mayotte Interreg Canal du Mozambique

après justifications, mais ce système n'est pas le même pour tous, cela dépend des projets.

Moussa*, chef d'une entreprise de charpente bois aimerait obtenir une aide européenne pour développer son activité dans la région. « *Le plus difficile c'est de passer d'un projet oral à un projet écrit. Il faut trouver les mots pour l'expliquer et surtout pour qu'il ait le plus de chances d'être validé* », explique-t-il, « *mais il y a aussi la contrainte du délai de dépôt de dossier qui est souvent trop court pour avoir le temps de créer un vrai projet construit* ».

Signe que les difficultés administratives ne sont jamais loin, l'homme est intéressé pour développer des échanges avec l'Afrique du Sud, mais ce pays n'est pas concerné par l'INTERREG Canal du Mozambique géré par le Conseil départemental de Mayotte, mais par l'INTERREG océan Indien basé à La Réunion. « *A Mayotte mon entreprise est plus proche de l'Afrique du Sud que La Réunion, mais je viens d'apprendre que ce sont eux qui gèrent les échanges avec ce pays* », dit-il légèrement agacé mais aussi méfiant. « *Je vais quand même essayé, rien n'est facile dans la vie* ».

« *Au début c'est compliqué mais une fois qu'on comprend le mécanisme et qu'on développe des réflexes ça va mieux* », tempère Cécile Morelli, « *surtout il ne faut pas hésiter à se lancer et poser des questions aux autorités de gestion tout au long de l'accompagnement* ».

pour améliorer la formation continue et appuyer les filières agricoles. Pour les deux prochaines années, le lycée agricole va bénéficier de 601.693 euros grâce au dispositif INTERREG Canal du Mozambique, des échanges sont prévus avec le Mozambique mais aussi Madagascar. Des projets qui s'inscrivent directement dans les priorités portées par les autorités de gestion.

« Ne pas hésiter » malgré les contraintes administratives

« *Ces fonds sont une bonne opportunité pour avoir des projets pluriannuels et*

créer de vrais projets de coopération, il faut y aller mais ce n'est pas si simple ». précise Cécile Morelli. « *Il faut mener tout un travail d'équipe au sein de la structure parce qu'il y a de nombreuses contraintes comme les règles concurrentielles, la gestion des contrats, des salaires et on est contrôlé par l'Union européenne sur la transparence de nos projets. Il faut aussi être pointilleux sur les coûts estimés des projets car si on ne dépense pas tout l'argent alloué, on ne peut plus l'utiliser à la fin de la convention* ». Le lycée de Coconi a pu bénéficier d'avances de trésorerie pour mener ses actions avant d'être remboursé

Les actions du « *joli mois de l'Europe* » vont se poursuivre toute la semaine dans différents établissements scolaires. Ce mercredi 13 mai à 10h, la Direction des Affaires Européennes du Conseil départemental interviendra au lycée du Nord avec pour but de sensibiliser les jeunes Mahorais et Mahoraises aux valeurs de l'Union européenne, aux opportunités de mobilité, et aux leviers d'engagement dans les programmes européens. Un échange qui sera également mené avec les élèves du lycée des Lumières, le 20



mai et ceux du lycée de Chirongui, le 21 mai. Le « Village Europe » sera installé au Régiment du Service Militaire Adapté de Mayotte (RSMA) à Combani, le 17 et 18 mai.

Victor Diwisch.

*le prénom a été modifié afin de préserver l'anonymat

Le lycée agricole de Coconi est bénéficiaire de l'aide financière européenne notamment pour organiser des échanges régionaux

IMPÔTS 2025 : UN GUIDE EN LIGNE ET DES PERMANENCES POUR FACILITER LES DÉMARCHES

«Alors que la période de déclaration des revenus s'est ouverte le 10 avril dernier, l'Ordre des experts-comptables de Mayotte se mobilise à nouveau pour accompagner les Français dans leurs démarches fiscales. Pour cette 20^e édition de l'opération Allô Impôt, les professionnels du chiffre mettent à la disposition des contribuables une série de dispositifs gratuits parmi lesquels un guide pratique téléchargeable, en accès libre, pour aborder sereinement leur déclaration de revenus 2024 », indique l'Ordre des experts-comptables de Mayotte, dans un communiqué, ce lundi 12 mai.

Ce guide, disponible sur le site allo-impot.fr, synthétise les règles en vigueur de « manière claire et accessible. Il revient en détail sur les principales évolutions législatives et réglementaires qui impactent cette année les contribuables ».

Les changements à venir pour cette année

«La revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu de 1,8 % afin de tenir compte de l'inflation constitue une mesure importante », indique l'Ordre des experts-comptables. «Autre évolution notable : à compter du 1^{er} septembre 2025, le taux individualisé de prélèvement à la source s'appliquera de plein droit aux conjoints mariés ou pacsés sur leurs revenus personnels. Cette mesure vise à mieux prendre en compte les situations individuelles au sein des couples soumis à une imposition commune, tout en préservant la possibilité d'opter pour l'application du taux du foyer à l'ensemble des revenus. Le guide détaille également les nouvelles modalités déclaratives du crédit d'impôt pour l'emploi à domicile, désormais plus précises, ainsi que les conditions d'exonération de la prime de partage de la valeur, prolongée pour l'année 2024 ».

«Le guide explique aussi le doublement du plafond d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global, mesure temporaire visant à encourager la rénovation énergétique des logements locatifs les plus énergivores. En matière de location meublée, le document rappelle les règles fiscales applicables en 2024 tout en anticipant les changements à venir pour l'année suivante ».

«Enfin, le guide précise les ajustements apportés aux réductions d'impôt pour dons, avec notamment l'élargissement du dispositif aux organismes œuvrant pour l'égalité femmes-hommes, et présente la nouvelle contribution sur les hauts revenus, qui s'appliquera à compter de l'imposition des revenus 2025 », précise toujours le communiqué, qui ajoute que de nombreuses ressources sont disponibles sur le site internet pour en apprendre davantage.

Plusieurs permanences d'aide à Mayotte

Plusieurs permanences de l'opération Allô Impôt se tiendront à la fin du mois de mai et durant le mois de juin pour rencontrer directement les experts-comptables.

- Le 26 mai de 8 h à 12 h dans la salle de mariages à l'hôtel de ville de Mamoudzou.
- Le 27 mai de 8 h 30 à 12 h 30 au Pôle excellence rurale de Coconi.
- Le 28 mai de 8 h 30 à 12 h 30 à la salle du conseil de délibération de MTsangamouji.
- Le 3 juin de 8 h 30 à 12 h 30 à la salle du conseil de Bandré.
- Le 4 juin de 8 h 30 à 12 h 30 également à Mamoudzou



Éducation : François Hollande face aux collégiens de Mayotte : l'engagement politique à hauteur d'élèves



Dans le cadre du programme « Les Cordées de la Réussite », l'ancien chef de l'État a échangé en visioconférence avec des élèves de Mayotte, autour de la politique, de l'avenir de l'île et de l'engagement des jeunes.

De l'escalade pour réussir... Lundi, une visioconférence organisée dans le cadre du programme national « Les Cordées de la Réussite » a permis à des élèves des collèges de Kani-Kéli et de Tsimkoura de s'entretenir avec François Hollande, l'ancien président de la République française de 2012 à 2017. L'initiative, saluée par le recteur de l'académie de Mayotte, Jacques Mikulovic, visait à rapprocher les élèves des institutions républicaines et à susciter des vocations à travers un dialogue avec une personnalité politique.

Pendant près d'une heure, les collégiens ont posé une série de questions préparées en amont dans le cadre de leur enseignement moral et civique à l'ancien chef de l'État. En retour, François Hollande a livré un

témoignage personnel, sans esquiver les questions parfois franches, voire intimes, de ses jeunes interlocuteurs.

Une vocation politique tardive, nourrie par la curiosité

Invité à revenir sur ses jeunes années, François Hollande a confié qu'il ne nourrissait pas, adolescent, de projet présidentiel. « *Quand vous étiez plus jeune, pensiez-vous déjà à vous engager en politique et devenir président ?* », demande un élève du collège de Kani-Kéli. « *Non pas du tout. À votre âge, je voulais surtout comprendre le monde, me forger mes idées* », a-t-il expliqué, évoquant une jeunesse marquée par les débats familiaux, entre un père de droite et une mère de gauche. « *Mes parents parlaient souvent de politique. Mon père était de droite, ma mère de gauche, ce qui faisait naître des débats à la maison. J'avais de la curiosité, de l'envie d'apprendre. L'idée de devenir président ne m'a pas effleuré avant d'être adulte. C'est venu ensuite, avec mes engagements locaux, en tant que député, maire, chef de parti* », a confié

l'homme politique.

C'est par l'engagement local — d'abord comme député, puis comme maire et chef de parti — que l'ambition nationale s'est imposée progressivement. Une manière, selon lui, de rappeler que l'engagement ne naît pas dans les hautes sphères, mais dans la proximité et le terrain.

Mayotte, entre priorités sociales et impératifs de reconstruction

Interrogé par un élève de Kani-Kéli sur le plan « Mayotte 2025 », qu'il avait initié lors de son quinquennat, l'ancien président a rappelé les trois axes principaux du dispositif : L'éducation, la santé et l'emploi. Mais face aux évolutions récentes, notamment les dégâts causés par le cyclone Chido le 14 décembre 2024, François Hollande a plaidé pour une adaptation du projet : « *Ce plan visait à améliorer l'éducation, la santé et l'emploi sur l'île. Il faut reconstruire mieux, pas à l'identique. Offrir une perspective d'avenir durable à la jeunesse mahoraise* ». Un message qui fait écho aux défis persistants de l'île, confrontée à une pression démographique forte, à un accès inégal aux services publics et à une situation économique précaire.

Redonner du sens à l'engagement civique

L'un des enjeux du programme « Les Cordées de la Réussite » est de lutter contre l'autocensure et de promouvoir l'ambition, même dans les territoires éloignés des centres de décision. La question posée par un élève de Tsimkoura sur l'engagement des jeunes a ainsi ouvert un échange sur la crise de confiance démocratique. « *Comment encourager les jeunes à s'engager ?* », demande l'élève. « *En leur montrant que leur voix compte !* », a insisté François Hollande,



appelant à valoriser toutes les formes de participation : associative, syndicale, ou politique. « *Ce que vous faites aujourd'hui est un premier acte d'engagement, et il est précieux.* »

À la question finale posée par un élève — « *Un conseil pour réussir dans la vie ?* » — l'ancien président a préféré l'encouragement à la recette miracle : « *Accrochez-vous. On parle souvent des décrocheurs. Moi, je préfère les accrocheurs. Continuez à apprendre, à vous former, à vous investir. La vie vous offrira plus que ce que vous imaginez aujourd'hui.* »

Par-delà les échanges, cette visioconférence a permis d'incarner les institutions de la République et de rappeler, au cœur de l'océan Indien, que l'avenir démocratique se construit dans les salles de classe.

Mathilde Hangard.

Les collégiens étaient curieux de savoir si l'ancien chef de l'État aspirait déjà à une carrière politique à leur âge

PISTE LONGUE : SAÏD OMAR OILI DÉNONCE DES RÉUNIONS EN CATIMINI

En décembre dernier le sénateur Said Omar Oili avait adressé un courrier au Président de la Commission du Débat Public faisant part de ses préoccupations concernant la concertation relative au projet de piste longue à Mayotte. Ce dernier lui avait alors répondu avoir « *des difficultés pour être destinataire des documents de la DGAC* ».

Or dimanche 11 mai, le sénateur a été informé qu'une présentation a été faite le 7 avril dernier d'un « point d'étape sur les études en cours sur l'aéroport de Mayotte » par le cabinet du ministre des Outre-mer en l'absence des acteurs du Débat Public et ce en tout petit comité. Quel a été son étonnement quand il a appris que le coût global du projet de piste convergente s'élevait à 7 milliards d'euros, « *sans éléments financiers détaillés* ».

Le sénateur estime « *que ce non-respect des textes législatifs régissant le débat public n'est pas acceptable et constitue le signe d'un profond mépris pour la population mahoraise* ». Et d'ajouter que « *cette façon de ne pas respecter la loi crée un vrai doute sur la volonté du maître d'ouvrage, en l'occurrence la DGAC de concrétiser ce projet essentiel pour Mayotte* ». Il souhaite ainsi savoir quelles sont les répercussions sur l'enquête publique prévue à cet effet.



Il souhaite ainsi savoir quelles sont les répercussions sur l'enquête publique prévue à cet effet.

Économie : Les croisiéristes de retour à Mayotte, un « message fort » pour relancer le tourisme



La saison des croisières a repris ce lundi 12 mai avec l'arrivée du navire MS Nautica dans les eaux mahoraises. Plus d'une centaine de personnes ont pu accoster à Mamoudzou grâce au ponton installé dans l'urgence. Visite de l'île et du lagon, le retour des croisiéristes était très attendu par le secteur du tourisme fortement touché par le passage du cyclone Chido.

Cela faisait cinq mois, jour pour jour, que Mayotte n'avait pas accueilli sur son lagon un bateau de croisière. Ce lundi 12 mai, le MS Nautica de la compagnie maritime américaine Oceania Cruise, ses 600 croisiéristes et 200 membres du personnel ont fait escale le temps d'une journée dans les eaux mahoraises. Arrivés aux alentours de 8h du matin, les touristes ont pu mettre pied à terre grâce au ponton d'urgence fraîchement installé à Mamoudzou, il y a moins d'une semaine.

« Montrer que nous faisons le nécessaire »

Accueillis par le rythme des mbiwis et par les professionnels du tourisme sous les chapiteaux installés aux abords du marché

couvert, certains ont déambulé quelques heures dans les rues de Mamoudzou, d'autres, près de 120, sont partis visiter l'île dans un circuit en bus ou bien sur le lagon avec les prestataires. « On voulait voir de nos yeux comment Mayotte était après le cyclone », remarque Caroline, venues avec son mari Nick, de Philadelphie, une ville de la côte Est des Etats-Unis. « On a marché dans la ville, c'est assez pauvre mais en même temps cela fait que 5 mois que la reconstruction a débuté », ajoute la septuagénaire, avant de poser pour la photo devant le lagon. Après Madagascar et Mayotte le bateau prendra la direction du Mozambique et la croisière se conclura en Afrique du Sud.

« Il est vraiment très important pour le secteur du tourisme à Mayotte d'envoyer un message fort aux compagnies de croisières et à la clientèle internationale pour leur montrer que nous faisons le nécessaire pour relancer l'activité touristique après Chido », confie Michel Madi, directeur général de l'Agence d'attractivité et de développement touristique de Mayotte (AADTM). « On devait accueillir 6 bateaux de croisière sur la saison 2024-2025 entre début

décembre et fin mai. Suite à Chido le ponton des croisiéristes a été détruit et on a été contraint d'annuler trois bateaux de décembre, janvier et février. Il était essentiel pour nous d'assurer l'accueil de ces deux derniers bateaux », poursuit Michel Madi. « Un travail important a été fait avec le Conseil départemental et le service de l'Etat pour mettre en place ce ponton d'urgence ».

Les locaux de l'office de tourisme en réparation

« Du côté des activités, nous avons orienté les touristes vers des sites qui ont été épargnés par Chido ou qui sont en mesure de les accueillir, comme la plage de N'Gouja, le pôle d'excellence rurale de Coconi, le lac de Karihani, le lac Dziani ou encore le parc Mahabou », précise le directeur de l'AADTM qui travaille toujours dans des conditions difficiles après Chido. Le bâtiment, fortement endommagé par Chido n'a toujours pas d'électricité dans toutes les pièces et des bâches parsèment toujours le plafond des locaux. « On a connu de nombreux dégâts et surtout les locaux ont été réquisitionnés pour héberger les secours après le cyclone », remarque Michel Madi. « Les entreprises commencent seulement à sécuriser les locaux pour qu'on puisse réintégrer les locaux. On travaille en mode dégradé et cela souligne nos efforts, notre résilience et notre volonté d'assurer cet accueil aujourd'hui ».

Le dernier bateau de croisière de la saison arrivera le 26 mai prochain, après son départ le ponton d'urgence sera remplacé par un ponton temporaire plus grand qui sera situé au niveau de la croisette. Il sera lui-même substitué à une installation durable lorsque les travaux du port de plaisance seront lancés.

Victor Diwisch.

Éducation : Comores : 2,4 millions d'euros décaissés par l'AFD pour la reconstruction du lycée de Moroni



Une entreprise malgache a obtenu le marché qui intègre la réhabilitation totale de 50 salles de classe, un grand bloc administratif, la construction de six laboratoires scientifiques, une infirmerie, une bibliothèque, un plateau sportif et des espaces verts, entre autres. L'établissement n'a jamais bénéficié d'un plan de réhabilitation depuis sa construction pendant l'époque coloniale.

Le gouvernement comorien, par le biais du ministère de l'Éducation nationale, et la France, à travers l'Agence française de développement (AFD) a lancé officiellement, samedi 10 mai à Moroni, le chantier de réhabilitation du plus grand lycée de l'archipel. Le coût total est estimé à 2,4 millions d'euros. C'est l'entreprise malgache, Tan 2000, qui a obtenu le marché. Le chantier sera supervisé par le groupement Quadra-Iama-Egis Mada.

Une gamme de projets financés par la France

Les fonds proviennent de l'enveloppe de 150 millions d'euros accordés à

l'Union des Comores par la France en juillet 2019 suite à la rencontre entre Emmanuel Macron et Azali Assoumani au Palais de l'Élysée. Un fonds additionnel a été annoncé quelques années plus tard. Cet appui budgétaire de la France finance une gamme de projets dans de nombreux secteurs à travers « le Plan de développement France-Comores (PDFC) » toujours en marche dans l'archipel.

Une partie de ces fonds sert aujourd'hui au financement du chantier de réhabilitation du principal lycée du pays, le lycée Saïd Mohamed Cheikh, du nom de ce premier député comorien à l'Assemblée nationale française. En tout, 45 établissements dont trois autres lycées (Fomboni à Mohéli, Mutsamudu et Domoni à Anjouan) seront réhabilités dans le cadre du Projet d'amélioration de l'environnement scolaire (Paes), une des composantes du PDFC.

« C'est un jour historique pour notre système éducatif. Le lycée Saïd Mohamed Cheikh est plus qu'un bâtiment, c'est le berceau de l'élite comorienne, un symbole

d'unité et d'excellence », a rappelé le ministre de l'Éducation, Bacar Mvoulana, lui-même ancien élève de l'établissement. « Je suis profondément ému de participer à cette cérémonie de pose de la première pierre du chantier de réhabilitation de ce lycée qui m'a formé », a-t-il ajouté.

L'ambassadeur de France aux Comores, Sylvain Riquier, s'est réjoui du lancement du chantier, rappelant « l'importance du partenariat franco-comorien » et la nécessité de travailler pour relever les défis communs dans un avenir partagé. « C'est dans une relation mutuellement respectueuse que nous pouvons tracer un avenir commun. Le soutien à l'éducation traduit notre volonté de bâtir un monde plus juste et résilient », a-t-il déclaré. « Ce chantier ambitieux marque une nouvelle étape vers une éducation de qualité aux Comores », s'est félicité le diplomate français.

13 mois pour les travaux

Pour le secrétaire général du Gouvernement, Nour El Fath Azali, « ce lycée n'est pas un bâtiment ordinaire. Il est le lieu de naissance de l'élite comorienne, un symbole de dignité de notre nation » avant d'ajouter : « Ici, se sont côtoyés des enfants de Ndzouani, Mwali, Maore et Ngazidja, ils ont partagé les mêmes bancs et les mêmes rêves, habité les murs de l'internat qui était ici, tissé des amitiés qui ont traversé le temps et les épreuves d'une indépendance naissante. Le lycée Saïd Mohamed Cheikh est un patrimoine vivant, témoin de notre histoire partagée, un creuset de l'unité nationale. Si le temps a évidemment terni les murs de ce bâtiment emblématique, il n'a pas réussi à ternir les mémoires de ces hommes et femmes qui ont été éduqués et forgés dans cet établissement ».

Très attendu aux Comores depuis



Le chantier est l'un des grands marqueurs des projets de réhabilitation des infrastructures scolaires dans l'archipel

des décennies, le chantier devrait durer « 13 mois », selon les autorités comoriennes. Le grand lycée des Comores, avec ses 900 élèves, a été complètement délabré, offrant un spectacle désolant malgré son caractère mythique. Le lycée de Moroni a en effet formé presque toute l'élite comorienne et tous les hommes politiques du pays, y compris l'actuel président des Comores, Azali Assoumani, qui y a passé quatre ans de 1976 à 1980. La réhabilitation de l'établissement devrait, grâce à son futur cadre de vie amélioré, offrir une aubaine à des centaines de familles qui pourraient réinscrire leurs enfants et réduire le coût des scolarités dans l'enseignement privé.

A.S.Kemba, Moroni.

DES SOMALIENNES EN PROCÈS CONTRE LEUR PASSEUR

Un procès un peu spécial se tenait le 28 avril 2025 dans un tribunal régional de Somalie. Des Somaliennes avaient déposé un recours contre la trahison de passeurs qui devaient les conduire à Mayotte pour ensuite rallier l'Hexagone.

Habitants un des pays les plus pauvres du monde, des femmes somaliennes ont dû se justifier à la barre. Ainsi, l'une d'elle expliquait à ce tribunal de Mogadiscio, qu'elle avait versé de l'argent, 5.000 dollars, à un passeur pour rejoindre Mayotte dans l'espoir d'une vie meilleure, mais qu'il n'avait pas tenu son engagement. « C'est pour ma vie », répondait-elle à la question du juge qui lui demandait pourquoi elle voulait faire ce dangereux voyage. « N'êtes-vous pas vivante actuellement ? », demandait-il, ce à quoi elle répondait : « non, je ne suis pas vivante ». Un trajet de plus de 2.000 km.

Environ 7 Somaliens sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté, un taux équivalent à celui de Mayotte et la sécheresse y détruit régulièrement les récoltes.



Agriculture : Dernière ligne droite pour la déclaration des surfaces PAC 2025 à Mayotte



La campagne PAC 2025 entre dans sa phase finale, avec une échéance importante pour les agriculteurs de Mayotte : la déclaration des surfaces sans pénalité se termine le 15 mai 2025.

La Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF), en collaboration avec la Chambre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (CAPAM) et le Groupement de Défense Sanitaire (GDS), rappelle aux agriculteurs de Mayotte l'importance de respecter les dates limites pour leur déclaration de surfaces dans le cadre de la campagne

PAC 2025.

Déclaration avant le 15 mai : éviter les pénalités

Les agriculteurs de Mayotte doivent déposer leur déclaration de surfaces avant le 15 mai 2025, sans pénalité. Cette démarche est essentielle pour bénéficier des aides de la Politique Agricole Commune (PAC) 2025, qui seront attribuées via le système TELEPAC. À partir du 16 mai et jusqu'au 10 juin 2025, toute déclaration soumise en retard sera pénalisée à hauteur de 1 % par jour ouvré. Il est crucial de soumettre les demandes

dans les délais impartis pour éviter des pertes financières importantes.

Points d'accueil et aide à la déclaration

Pour faciliter cette démarche, plusieurs points d'accueil sont mis à disposition des agriculteurs. Ceux qui sont adhérents au GDS peuvent se rendre sur le site de Coconi, tandis que la CAPAM propose trois centres d'accueil dans différents sites de l'île. De plus, la DAAF offre une assistance aux agriculteurs n'ayant jamais effectué de déclaration de surfaces, en particulier ceux ayant un relevé parcellaire de l'Établissement Public Foncier et d'Aménagement de Mayotte (EPFAM). Tous ces services sont disponibles pendant les jours ouvrés, avec des horaires spécifiques pour chaque structure.

L'ensemble des demandes d'aides PAC doit être effectué exclusivement via le portail TELEPAC. Il est donc impératif pour les agriculteurs de Mayotte de se conformer aux procédures et de respecter les délais afin d'assurer le bon déroulement de leur dossier pour la campagne 2025.

Mathilde Hangard.



Toutes vos
annonces
en ligne à la
demande



Agriculture : Journée Culinaire à l'école élémentaire de Bouéni jeudi prochain



Ce jeudi 15 mai 2025, l'école élémentaire de Bouéni organise une journée culinaire solidaire autour des plats traditionnels mahorais à base de riz paddy (mélé mavia). Une action collective impliquant les élèves, les parents et les enseignants, pour réaliser un voyage pédagogique à Majunga (Madagascar).

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet éducatif « Culture Riz Paddy », engagé depuis la rentrée scolaire. Il vise à préserver la culture du riz, patrimoine agricole en voie de disparition, tout en sensibilisant les enfants aux enjeux de durabilité, sécurité alimentaire et coopération internationale.

Ce projet prend un sens encore plus profond après le passage du cyclone

Chido le 14 décembre 2024, qui a lourdement frappé Mayotte. À Bouéni, les élèves de CP ont été privés de leurs activités agricoles scolaires, durement affectés émotionnellement et matériellement. Aujourd'hui, ils relancent leurs actions avec enthousiasme, et souhaitent partir à la rencontre d'élèves malgaches dans les rizières de Majunga, pour apprendre, échanger et tisser des liens durables.

En participant à cette journée culinaire ou en passant commande, vous contribuez directement à faire vivre ce projet, porteur d'espoir et de sens.

Déroulement de la journée :

- 7h15 à 10h30 : Préparation des

plats par les enseignants, les élèves et les parents

- 10h30 à 15h : Vente des plats au public

Plats proposés (faits maison avec du riz paddy) :

- Riz blanc + accompagnements : matsango, pwédza, mataba, rougail aubergine/tomate,

- kouhou ya chimahorais, canard

- Riz jaune + rougail

- Riz au coco

- Pilao, sourou, fignegnetsi, bancoroi, koumimina

- Oubou wa ndrimou, oubou wa trango, m'godro, bouantam blanc et jaune

- Soupes traditionnelles : mdru wagnobe, mvungué, riz...

- Oubou wa tahani, kitroumboua, outratri

LA CARTE VITALE DÉSORMAIS DISPONIBLE DIRECTEMENT EN PETITE-TERRE

Les habitants de Petite-Terre n'ont plus besoin de se rendre au centre Kinga à Kawéni pour récupérer leur carte Vitale.

Bonne nouvelle ! Un nouveau service de proximité simplifie la vie des assurés sociaux de Petite-Terre. La Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte annonce que pour les résidents de Petite-Terre, il est désormais possible de récupérer sa carte Vitale sans se déplacer à Mamoudzou. Toutes les démarches peuvent se faire localement.

Les assurés seront contactés directement par les services de la CSSM et pourront venir retirer leur carte sans rendez-vous, du lundi au vendredi, de 7h30 à 14h30. Ce dispositif vise à rapprocher les services publics des usagers et à simplifier leurs démarches administratives.



Sport : Ultra-Trail des O Plateaux : une dizaine de participants de Mamoudzou



Une vingtaine de traileurs et marcheurs de la ville de Mamoudzou participaient à l'Ultra Trail de Madagascar ce week-end.

L'Ultra-Trail des O Plateaux (UTOP) est un des événements majeurs du trail à Madagascar avec sa dizaine d'épreuves de 10 à 130 km au programme. L'ultra l'épreuve reine

porte sur un parcours de 135 km et 5050 m de dénivelé entre Mantasoa et Ambatobe. On y trouvait aussi un format découverte de 6 km, et des épreuves de Run&Bike, VTT et handi.

Les participants ont pu récolter des points de qualification pour le célèbre Grand Raid de La Réunion prévu en octobre.

Dès ce samedi à 5h du matin, 10 coureurs de l'association ATBM de Mamoudzou ont pris le départ du 70 km, avec une barrière horaire fixée à 23h30. « Cette participation marque l'engagement croissant de Mayotte dans la dynamique nationale autour des sports de pleine nature comme la marche et le trail », soulignent les sportifs mahorais.



ANNONCES LÉGALES

Le Journal de Mayotte (lejournaldemayotte.yt), édité par la SARL BARA, 1 pointe Kounbou, Le Belvédère, 97600 Kounbou, est habilité par l'arrêté préfectoral n°2022-CAB-1531 du 27 décembre 2022 à publier les annonces judiciaires et légales .

L'arrêté du 16 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales a été publié au Journal Officiel le 22 décembre 2024.

Le tarif du caractère pour l'année 2025 est fixée à 0,208 euros hors taxe à Mayotte. Les annonces suivantes font l'objet en 2025 d'une tarification forfaitaire , selon les modalités suivantes :

Les tarifs applicables (hors taxe) à Mayotte sont :

- Constitution de Société anonyme (SA): **462 euros**
- Constitution de Société par actions simplifiée (SAS): **231 euros**
- Constitution de Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) : **165 euros**
- Constitution de Société en nom collectif (SNC): **257 euros**
- Constitution de Société à responsabilité limitée (SARL): **171 euros**
- Constitution de Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entre- prise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) : **146 euros**
- Constitution de Société civile (à l'exception des sociétés civiles à objet immobilier) : **260 euros**
- Constitution de Société civile à objet immobilier (dite « société civile immobilière », SCI) : **221 euros**
- Acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales et des sociétés civiles : **179 euros**
- Avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales et des sociétés civiles : **128 euros**
- Jugements d'ouverture des procédures collectives : **77 euros**
- Jugements de clôture des procédures collectives : **42 euros**
- Transfert siège social , changement dirigeant : **125 euros**
- Modification objet social , modification capital social des sociétés commerciales : **156 euros**
- Changement de nom patronymique : **57 euros**

Publication des annonces
légales
annonce-legale@
lejournaldemayotte.com

AVIS DE CONSTITUTION

SAS dénommé Maestria Portage

Siège social : 20 lot les 3 vallées Majicavo Lamir 97600 KOUNGOU

Capital : 20000 €

Objet social :

La société a pour objet, en France et à Mayotte en particulier :

- L'exercice d'activités de portage salarial, comprenant notamment :
 - La mise à disposition d'un cadre administratif, juridique et financier permettant à des professionnels indépendants d'exercer leur activité en toute sécurité.
 - La conclusion et la gestion des contrats de travail des salariés portés, incluant la gestion de leur rémunération, des déclarations sociales et fiscales, ainsi que du suivi administratif.
 - L'accompagnement et le conseil en matière de gestion d'activité pour les salariés portés, incluant l'optimisation contractuelle, la formation et l'aide au développement de leur clientèle.
 - L'intermédiation entre les entreprises clientes et les salariés portés, dans le respect du cadre légal du portage salarial. La réalisation de toutes prestations de services annexes ou connexes en lien avec le portage salarial, notamment :
 - L'assistance et le conseil en gestion d'entreprise et en ressources humaines.
 - L'accompagnement à la création d'activité pour les professionnels souhaitant évoluer vers une autre forme d'entrepreneuriat.
- Et, de manière plus générale, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Président : M ZIDINI Namoure demeurant 4 rue Cézanne 97600 MAMOUDZOU élu Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées.

Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessible ou les actions sont cessible avec l'accord du président de la société aux tiers

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MAMOUDZOU.





**CAGNM - Communauté
d'Agglomération du
Grand Nord de Mayotte
(976)**
238 RUE DE L'HOTEL DE
VILLE
97650 BANDRABOUA

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE TRAVAUX

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Communauté
d'Agglomération du Grand Nord de Mayotte (976)
Numéro national d'identification :
Type : SIRET - N° : 20006046500016
Code postal / Ville : 97650 BANDRABOUA
Groupement de commandes : non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation
Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
L'intégralité des documents de la consultation se
trouve sur le profil d'acheteur : oui
Utilisation de moyens de communication non
communément disponibles : non
Nom du contact : BACAR Ben Bacar - Tél : +33
0639091781 - Mail : ben-bacar.bacar@cagnm.yt

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation :
Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Voir le
dossier de la consultation
Capacité économique et financière : Voir le DCE
Capacités techniques et professionnelles : Voir le
DCE
Technique d'achat : Sans objet
Date et heure limite de réception des plis : Lundi 02
juin 2025 - 10:00
Présentation des offres par catalogue électronique :
Interdite
Réduction du nombre de candidats : non
Possibilité d'attribution sans négociation : oui
L'acheteur exige la présentation de variantes : non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Mission d'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour la réalisation du Programme d'Etudes
Préalables (PEP) au Programme d'Actions de
Prévention des Inondations (PAPI) de la commune
d'Acoua
Classification CPV : 71313000
Type de marché : Travaux
Description succincte du marché : Mission d'assistance

à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du
Programme d'Etudes Préalables (PEP)
au Programme d'Actions de Prévention des
Inondations (PAPI) de la commune d'Acoua
Lieu principal d'exécution : Commune de Acoua
Durée du marché (en mois) : 12

La consultation comporte des tranches : oui
La consultation prévoit une réservation de tout ou
partie du marché : non
Marché alloti : oui

Section 5 : Informations sur les lots

LOT :

Lot n°1 « Elaboration du PEP » :

Mission 1 : Bilan et diagnostic des données existantes
Mission 2 : Concertation et consultation du public
Mission 3 : Elaboration d'un plan d'actions et
programme d'études complémentaires
Mission 4 : Rédaction du Programmes d'Etudes
Préalables (PEP)

Classification CPV : 71313000

Lieu d'exécution du lot : Commune de Acoua

LOT :

Lot n°2 « Suivi, accompagnement technique et
méthodologique à la mise en œuvre du PEP et du
PAPI » :

Mission 1 : Mise en place et animation de la
gouvernance

Mission 2 : Accompagnement technique pour la mise
en œuvre des études et travaux

Mission 3 : Suivi opérationnel et évaluation régulière

Mission 4 : Communication et sensibilisation

Mission 5 : Renforcement des compétences de
l'équipe technique du maitre d'ouvrage

Classification CPV : 71313000

Lieu d'exécution du lot : Commune de Acoua

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : non

Date d'envoi du présent avis

12 mai 2025

LA MAHORAISE DES EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

SARL au capital de 1000 €
Siège social : 453 RUE NAHI MKOU 97650
M'TSANGAMOUJI

Modification au RCS de MAMOUDZOU 930683271
Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du
09/05/2025, il a été décidé d'étendre l'objet social
aux activités suivantes :

**Quincaillerie et marchandises générales
Alimentation générale**

Modification au RCS de MAMOUDZOU.

COSIO-PARTNERS

EURL au capital de 1000 €

Siège social : 22 RUE DE LA MOSQUEE 97640
SADA
Modification au RCS de MAMOUDZOU
938457314

Par décision de l'associé Unique du 17/04/2025,
il a été décidé de modifier l'objet social comme
suit :

Achat et vente de produits de marchandises
alimentaires et non alimentaires, Négoce et
commerce de gros de matériaux, Import et export
de tous produits, Conception et développement
informatique pour application web et mobile,
Conseil et formation pour la gestion et les
affaires, la logistique, La prise de participation,
sous quelque forme que ce soit, et notamment par
achat, souscription, apport, fusion de tous biens
immobiliers et valeurs mobilières dans toutes
entités juridiques
constituées ou à constituer, avec ou sans
personnalité morale, quelle que soit l'activité
exercée, La gestion de tout portefeuille de valeurs
mobilières, droits sociaux en général, de sociétés
françaises ou étrangères et autres types de
placements à compter du 17/04/2025
Modification au RCS de MAMOUDZOU

AVIS DE CONSTITUTION

Par ASSP en date du 05/10/2024, il a été constitué
une SAS dénommée : **MAHARAVOU RAVO**
Siège social : 3 impasse de la liberté kawéni,
97600 MAMOUDZOU
Capital : 1000 €

Objet social : La société a pour objet la réalisation
d'une opération immobilière appelée Maharavou
ravo à CHIRONGUI. La société a pour objet en
Outre-mer, en France ou à l'étranger, acquisitions
foncières, réalisations d'opérations de promotion
et constructions immobilières tels que logements,
lotissements, bureaux et locaux industriels
ou commerciaux. Elle a pour objet la prise de
participation direct ou indirect dans des sociétés
filiales, ou tiers. La gestion de titres, de valeurs
mobilières ou immobilières en investissant pour
son compte ou celui de tiers Et généralement,
toutes opérations quelconques, mobilières,
immobilières ou financières se rapportant,
directement ou indirectement, à l'objet social ou
destiné à en permettre la réalisation.

Président : M ROBERT Anthony Thierry demeurant
52 chemin de l'entre deux 97424 SAINT-LEU
élu pour une durée illimitée Admission aux
assemblées et exercice du droit de vote : Chaque
actionnaire est convoqué aux Assemblées.
Chaque action donne droit à une voix. Durée : 99
ans à compter de son immatriculation au RCS de
MAMOUDZOU.



JDBC CONSEILS

RES MANEK - HAUTS VALLONS 97600
MAMOUDZOU
97600 Mamoudzou

Par acte SSP du 06/05/2025, il a été constitué une
SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : SCI LE PACHA

Objet social : L'acquisition, la construction,
l'administration, la gestion par location ou
autrement, l'vente (exceptionnelle) de tous
immeubles ou droits immobiliers ou valeurs
représentatives de biens immobiliers.

Siège social : 12 RUE DES VETIVERS 1 KAVANI
97600 Mamoudzou.
Capital : 1000 €
Durée : 99 ans

Gérance : M. MADJIJD EDDINE, demeurant 12 RUE
DES VETIVERS 1 KAVANI 97600 Mamoudzou
Immatriculation au RCS de Mamoudzou

SOUTH WASH SARL

SARL au capital de 1000 €
Siège social : 5 IMPASSE DJIVANI CHIRONGUI
97620 CHIRONGUI

RCS MAMOUDZOU 821091287

Par décision Assemblée Générale Extraordinaire
du 06/05/2025, il a été décidé de nommer M
Yahaya Moudhoihir

Ben demeurant 28 Rue babou salam 97600
MAMOUDZOU en qualité de Gérant en
remplacement de Mme SELEMANI
Chaharouzada , à compter du 06/05/2025
Modification au RCS de MAMOUDZOU.

**LE JOURNAL DE
MAYOTTE-WEB**



**Centre Hospitalier de
Mayotte**

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Affaire n° 21/ACHA/2025

**Fourniture et livraison des chèques cadeaux
de fin d'année pour le personnel du Centre
Hospitalier de Mayotte**

Avis n°25-52558 publié au BOAMP/JOUE le
09/05/2025

SECTION I : LA PERSONNE PUBLIQUE

Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur :

Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier de Mayotte

Direction des Achats et de la Logistique

Département Commande Publique

B. P. 04, Tél. 02 69 61 80 00 - Fax. 02 69 61 79 65

97 600 Mamoudzou

Représenté par M Jean-Mathieu DEFOUR – Directeur
Générale

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché :

Les prestations objet de la consultation concerne la
fourniture et la livraison de chèques cadeaux de fin
d'année pour le personnel du Centre Hospitalier de
Mayotte.

2.2 Classification nomenclature :

Code principal Description

22400000-4 Timbres, formules de chèque, billets de
banque, actions, publicité professionnelle, catalogues
et manuels.

2.3 Division en lots : non

Le présent marché comprend un lot unique

SECTION III : DUREE DU MARCHÉ

Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 12
mois à compter de la date de notification.

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son
terme. Le nombre de périodes de reconduction est
fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction
est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre
est de 4 ans (reconductions comprises).

SECTION IV PROCÉDURE

4.1 Type de procédure et forme du marché :

La procédure de passation utilisée est : l'appel
d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions
des articles 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R.
2161-5 du décret relatif au Code de la Commande
Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire sans
minimum mais avec des maximums en en valeur est
passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-
12 du Code de la Commande Publique.

4.2 Critères d'attribution :

Le choix et le classement des offres sont effectués
dans les conditions prévues aux articles R 2152-6
et R2152-7 du CCP. L'offre de chaque candidat sera
notée en fonction de critères de sélection définis
dans le Règlement de Consultation (RC)4.3 Date
limite de réception des offres : 12 juin 2025 à 15
heures (heure locale).

4.5 Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à
compter de la date limite de réception des offres.

SECTION V : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

.1 -Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
est téléchargeable sur le site dont l'adresse Internet
est :

www.achatpublic.com

5.2 -Les offres sont transmises par voie
dématérialisée sur le site : <https://www.achatpublic.com>
avant la date et l'heure limite
de réception des offres mentionnée dans le
Règlement de Consultation.

5.3 - Pour tout renseignement complémentaire
concernant cette consultation, les candidats
transmettent impérativement leur
demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur
du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la
suivante :

<https://www.achatpublic.com/>

5.4 - INSTANCE CHARGEES DES PROCEDURES DE
RECOURS :

Tribunal Administratif de MAYOTTE

Les Hauts du Jardin du Collège (rue de l'internat)

97600 Mamoudzou

(: 02 69 61 18 56 - 6: 02 69 61 18 62

Email : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Introduction des recours

- Un recours gracieux peut être formulé auprès de
Madame le Directeur Général du CH de MAYOTTE,
- Un recours en référé pré contractuel, en cas de
manquement aux obligations de publicité et de mise
en concurrence, avant la conclusion du marché,
- Un référé contractuel au plus tard le 31ème jour
suivant la publication de l'avis d'attribution ou, à
défaut, jusqu'à l'expiration
d'un délai de six mois à compter du lendemain de la
conclusion du marché,
- Un recours pour excès de pouvoir contre un acte
détachable du marché dans les mois à compter de la
notification de la décision faisant grief,
- Un recours de plein contentieux, éventuellement
assorti d'un référé suspension, introduit dans les
deux mois à compter de
l'accomplissement des mesures de publicité
appropriées.

Date d'envoi du présent avis : 12/05/25